

**APPEL D'OFFRE COMITE COMMERCE EQUITABLE DES TRAVAILLEURS DES  
PLANTATIONS DU HAUT PENJA (CCE-PHP)**

Nyombe, le 12 juin 2023

Nos réf. : **Acquisition d'un camion multi benne 19t et bennes de 9m<sup>3</sup>**

Madame/Monsieur,

**OBJET : INVITATION À SOUMISSIONNER : ACQUISITION D'UN  
CAMION MULTI BENNE 19T ET DE HUIT BENNES DE 9M<sup>3</sup>**

La présente lettre est une invitation à soumissionner pour le marché de fournitures susmentionné, financé par le Comité Commerce Equitable des travailleurs des Plantations du Haut Penja (CCE PHP)

Veillez trouver ci-joints les documents suivants, qui constituent le dossier d'appel d'offres :

**A. INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES**

**B. PROJET DE CONTRAT ET CONDITIONS PARTICULIERES, ANNEXES  
INCLUSES**

*PROJET DE CONTRAT*

*CONDITIONS PARTICULIERES*

*ANNEXE I : CONDITIONS GENERALES*

*ANNEXE II : SPECIFICATIONS TECHNIQUES*

*ANNEXE III : OFFRE TECHNIQUE*

*ANNEXE IV : MODELE D'OFFRE FINANCIERE*

*ANNEXE V: FORMULAIRES*

**C. AUTRES INFORMATIONS**

*GRILLE DE CONFORMITE ADMINISTRATIVE*

*GRILLE D'EVALUATION*

**D. FORMULAIRE DE SOUMISSION POUR UN MARCHE DE FOURNITURES**

Nous attendons votre offre avant la date limite de remise des offres à l'adresse mentionnée dans les documents.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

**Moïse NKOUPGANG KOYEP,  
Président du CCE PHP**

## A. INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

En présentant son offre, le soumissionnaire accepte la totalité, sans restriction, des conditions générales et particulières qui régissent ce marché, comme étant la seule base de cette procédure d'appel d'offres, quelles que soient ses propres conditions de vente auxquelles il déclare renoncer. Les soumissionnaires sont réputés avoir examiné attentivement tous les formulaires, instructions, dispositions contractuelles et spécifications contenus dans ce dossier d'appel d'offres et s'y conformer. Le soumissionnaire qui ne fournit pas dans les délais requis toutes les informations et tous les documents nécessaires verra son offre rejetée. Aucune réserve émise dans l'offre par rapport au dossier d'appel d'offres ne peut être prise en compte ; toute réserve pourra donner lieu au rejet immédiat de l'offre sans qu'il soit procédé plus avant à son évaluation.

Les présentes instructions aux soumissionnaires définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions dans le cadre du présent appel d'offres.

### 1 Prestations à fournir

L'objet du marché est la fourniture, par le contractant, des biens suivants :

**Lot 1 : Acquisition d'un camion Multibenne 19 t**

**Lot 2 : Acquisition de huit (08) bennes 9 mètres cubes**

Livraison à **Nyombe** (Cameroun), incoterm **CFR<sup>1</sup>**

- 1.1 Les fournitures doivent répondre sans restriction aux spécifications techniques stipulées dans le dossier d'appel d'offres (Annexe II spécifications technique) et être conformes, à tous égards, aux plans, métrés, modèles, échantillons, calibres et autres prescriptions.
- 1.2 Les variantes sont autorisées. Le prix des variantes doit être inférieur ou égal au prix de l'offre retenue

### 2 Calendrier

	DATE	HEURE*
<b>Date limite de remise des offres</b>	<b>23/06/2023</b>	18h
<b>Séance d'ouverture des offres</b>	<b>27/06/2023</b>	15h
<b>Notification de l'attribution du marché à l'attributaire</b>	Au plus tard le <b>15/07/2023</b>	18h

\* Toutes les heures correspondent au fuseau horaire du pays du pouvoir adjudicateur

### 3. Participation

- 3.1. La participation à la procédure est ouverte à égalité des conditions aux personnes physiques et morales (qu'elles participent à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement - consortium - de soumissionnaires). La participation à la procédure est également ouverte aux organisations internationales.

- 3.2. Pour être admis à participer à la présente procédure d'appel d'offres, les soumissionnaires doivent apporter la preuve, à la satisfaction du pouvoir adjudicateur, qu'ils remplissent les conditions juridiques, techniques et financières requises et qu'ils ont la capacité nécessaire et des ressources suffisantes pour exécuter le marché d'une manière efficace.
- 3.3. Lorsque la sous-traitance est incluse dans l'offre, il est recommandé que les arrangements contractuels entre le soumissionnaire et ses sous-traitants contiennent des dispositions sur la médiation comme moyen alternatif de règlement des litiges, en conformité avec les pratiques nationales et internationales.
- 3.4. Lors de la sélection des sous-traitants, le contractant donne la préférence aux personnes physiques, sociétés ou entreprises capables à livrer les fournitures requises dans les mêmes conditions.

#### **4. Type de marché**

Marché à prix unitaires.

#### **5. Devise**

Les offres devront être libellées en **euros** ou en monnaie nationale (franc CFA).

#### **6. Lots**

- 6.1. Le soumissionnaire peut faire une offre pour un lot ou tous les lots.
- 6.2. Chaque lot fait l'objet d'un marché séparé et les quantités indiquées aux différents lots sont indivisibles. Le soumissionnaire doit obligatoirement offrir l'ensemble de la ou des quantité(s) indiquée(s) à chaque lot. Les offres partielles ne sont en aucun cas prises en considération. Si un soumissionnaire remporte plusieurs lots, un marché global portant sur l'ensemble de ces lots peut être conclu.
- 6.3. Les soumissionnaires peuvent faire figurer dans leurs offres le rabais global qu'ils consentent en cas d'attribution de certains lots ou de tous les lots pour lesquels ils présentent une offre. Le rabais doit être clairement indiqué pour chaque lot, de telle manière qu'il puisse être annoncé lors de la séance d'ouverture publique des offres.
- 6.4. L'attribution du marché se fera lot par lot, mais le pouvoir adjudicateur peut choisir la solution globale la plus avantageuse, compte tenu des rabais consentis.

#### **7. Période de validité**

- 7.1. Chaque soumissionnaire reste lié par son offre pendant une période de 90 jours à compter de la date limite pour la remise des offres.
- 7.2. Dans des cas exceptionnels, et avant expiration de la période initiale de validité prévue, le pouvoir adjudicateur peut demander par écrit aux soumissionnaires à ce que cette période soit prolongée de 40 jours. De telles demandes et réponses aux demandes doivent être faites par écrit. Les soumissionnaires qui acceptent cette demande ne sont pas autorisés à modifier leur offre et ils sont obligés de prolonger la validité de leurs garanties de soumission pour la période de validité révisée de l'offre. En cas de refus, sans perdre leurs garanties de soumission, les soumissionnaires cessent de participer à la procédure.
- 7.3. L'attributaire reste engagé par son offre pendant une période supplémentaire de 60 jours. Le délai supplémentaire est ajouté au délai de validité de l'offre, quelle que soit la date de notification.

#### **8. Langue des offres**

- 8.1. Les offres, la correspondance et les documents associés aux offres, échangés entre le soumissionnaire et le pouvoir adjudicateur doivent être rédigés dans la langue de la procédure, en **français**.
- 8.2. Lorsque les documents d'accompagnement fournis par le soumissionnaire ne sont pas rédigés en français ou en anglais, une traduction dans la langue de l'appel d'offres devrait être jointe..

## 9. Présentation des offres

- 9.1. Le pouvoir adjudicateur doit avoir reçu les offres avant la date limite précisée dans 10.3. Elles doivent comporter tous les documents spécifiés au point 11 des présentes instructions et être envoyées à l'adresse suivante:

**Plantations du Haut Penja (PHP)**

Quai Fruitier n°12  
Port Autonome de Douala  
Douala  
Cameroun

Si les offres sont remises en mains propres, elles peuvent également être remises à l'adresse suivante :

**Plantations du Haut Penja (PHP)**

**Service CCE**  
Nyombé  
Cameroun

Les offres se conformeront aux conditions suivantes:

- 9.2. Chaque offre devra être présentée en un exemplaire original unique, marqué «original» et une copie signée de la même façon que l'original et portant la mention «copie».
- 9.3. Chaque offre devra parvenir à P.H.P – Quai Fruitier n°12 - Port Autonome de Douala - Douala, CAMEROUN avant le **23/06/2023 à 18h**, par lettre recommandée avec accusé de réception ou délivrée par porteur contre reçu, qui devra être signé par un représentant du pouvoir adjudicateur.
- 9.4. Chaque offre, ses annexes, ainsi que toutes pièces justificatives doivent être présentées sous enveloppe scellée comportant uniquement:
  - a) l'adresse indiquée ci-dessus ;
  - b) le code de référence de la présente procédure d'appel d'offres
  - c) le cas échéant, le numéro du ou des lot(s) soumissionné(s);
  - d) la mention «*À ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des offres*», dans la langue du dossier d'appel d'offres.
  - e) le nom du soumissionnaire.

Les offres technique et financière doivent être placées ensemble sous enveloppe scellée. Toutes les enveloppes doivent ensuite être placées dans une autre enveloppe ou dans un paquet, à moins que leur volume ne nécessite une soumission distincte pour chaque lot.

## 10. Contenu des offres

Chaque offre présentée doit être conforme aux exigences prévues dans le dossier d'appel d'offres et comprendre notamment :

**Partie 1: l'offre technique:**

- La description détaillée des biens offerts conformément aux spécifications techniques, incluant, le cas échéant, la documentation requise.

L'offre technique doit être présentée en conformité avec le modèle fourni (Annexe III<sup>2\*</sup> : offre technique), complétée si nécessaire par des feuillets pour les détails.

### **Partie 2: l'offre financière:**

Une offre financière, calculée sur une base CFR , pour les biens offerts.

L'offre financière doit être présentée en conformité avec le modèle fourni (Annexe IV\* offre financière), complétée si nécessaire par des feuillets séparés pour les détails. Une version électronique de l'offre financière doit être jointe.

### **Partie 3: Documentation:**

Doit être fourni suivant les modèles en annexe :

- Le « **D. formulaire de soumission pour un contrat de fourniture** » dûment complété et incluant la déclaration de soumission, point 7 (pour chaque membre du consortium).
- Les informations bancaires relatives au compte sur lequel les paiements devront être effectués (**fiche d'identification financière**)..
- La **fiche d'entité légale** et les documents annexes.

Doit être fourni sans contrainte de format :

- Une **description des conditions de la garantie** en accord avec les conditions décrites à l'article 32 des conditions générales.
- Une déclaration du soumissionnaire attestant l'**origine** des fournitures (ou autre moyen de preuve de l'origine).
- La **signature** dûment autorisée : un document officiel (statuts, déclaration devant notaire, etc.) prouvant que la personne qui signe est habilitée à le faire pour le nom et le compte de l'entité/entreprise commune/consortium.

Les soumissionnaires doivent respecter cet ordre de présentation.

## **11. Taxes et autres charges**

11.1. Les dispositions générales applicables aux taxes et aux accords douaniers sont adjointes au dossier d'appel d'offre (Annexe V).

11.2. Les marchandises sont assujetties au régime CFR (CFR Cost and Freight At Place) Incoterms 2010, Chambre internationale de commerce.

Toutes les formalités légales nécessaires dans le pays exportateur sont accomplies par le contractant à ses propres frais et risques pour dédouaner les marchandises à l'exportation.

Après l'arrivée des marchandises dans le pays de destination, le dédouanement dans le pays d'importation doit être effectué par le pouvoir adjudicateur à ses propres frais et risques, y compris tous droits de douane, taxes et frais.

- 11.3. Le cas échéant, l'obtention d'une exonération de droits de douane, de droits d'entrée, de taxes ou droits fiscaux auprès des autorités compétentes est à charge du pouvoir adjudicateur.

A cette fin, le contractant remettra, pour chaque expédition de marchandises, dans les plus brefs délais et au plus tard au moment de l'expédition, les documents suivants :

- **Contrat signé ;**
- **Facture globale ;**
- **Bill of Lading :** Dans la mesure du possible, un *draft* ou *booking* délivré avant expédition des marchandises et portant le même numéro que le Bill of Lading définitif ; à défaut, le Bill of Lading délivré lors de l'expédition des marchandises.

Toute conséquence d'un retard dans l'obtention de l'exonération, alors que les documents ci-dessus ont été remis à temps par le contractant, devra être assumée par le pouvoir adjudicateur. Celui-ci paiera, si nécessaire, les droits de douane afin d'éviter les frais de retard ou de surestaries. A défaut, ces frais seront à sa charge.

## **12. Informations complémentaires avant la date limite de remise des offres**

- 12.1. Le dossier d'appel d'offres doit être suffisamment clair afin d'éviter autant que possible que des informations complémentaires ne soient réclamées en cours de procédure par les prestataires de services invités à soumissionner. Si le pouvoir adjudicateur, sur sa propre initiative ou en réponse à la demande d'un soumissionnaire potentiel, fournit des informations complémentaires sur le dossier d'appel d'offres, il communique ces informations par écrit et simultanément à tous les autres soumissionnaires potentiels.

Les soumissionnaires peuvent envoyer leurs questions par courrier électronique uniquement à l'adresse suivante : [n.njikam@phpcam.net](mailto:n.njikam@phpcam.net) au plus tard 21 jours avant la date limite de remise des offres, en précisant l'intitulé et le numéro d'identification du marché:

Le pouvoir adjudicateur n'a aucune obligation de fournir des éclaircissements après cette date.

Tout éclaircissement apporté au dossier d'appel d'offres doit être communiqué par le pouvoir adjudicateur à l'ensemble des participants.

Les soumissionnaires potentiels qui chercheraient à organiser des réunions individuelles avec le pouvoir adjudicateur au cours de la période d'appel d'offres peuvent être exclus de la procédure d'appel d'offres.

## **13. Réunion d'information ou visite sur place**

- 13.1. Une réunion d'information ou une visite sur place peut être organisée, sur demande d'au moins un participant, en vue de répondre aux questions sur le dossier d'appel d'offres envoyées par écrit ou soulevées lors de la réunion. A cet effet, prendre contact par mail avec [n.njikam@phpcam.net](mailto:n.njikam@phpcam.net) . L'ensemble des participants doit être convié à cette réunion d'information. Aucun autre éclaircissement ne sera fourni après cette date. Tous les coûts liés à la participation à cette réunion sont à la charge des soumissionnaires.

Les visites à titre individuel par les soumissionnaires potentiels au cours de la période de l'appel d'offres ne peuvent être organisées.

## **14. Modification ou retrait des offres**

- 14.1. Les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leurs offres par notification écrite avant la date limite pour l'appel d'offres fixée à l'article 10.1 Aucune offre ne saurait être modifiée après ce

délai. Les retraits sont inconditionnels et mettent fin à toute participation à la procédure d'appel d'offres.

14.2. Toute notification de modification ou de retrait sera préparée et présentée conformément à l'article 10. L'enveloppe extérieure devra être revêtue de la mention «Modification» ou «Retrait», selon le cas.

14.3. Il ne peut être procédé au retrait d'une offre dans l'intervalle de temps courant entre la date limite de remise des offres mentionnée à l'article 10.1 et l'expiration de la période de validité de l'offre. Le retrait d'une offre au cours de ce laps de temps peut entraîner la perte de la garantie de soumission.

## **15. Coûts de la rédaction des offres**

Aucun coût supporté par le soumissionnaire pour la rédaction et la remise de l'offre n'est remboursé. Ces coûts sont à la charge du soumissionnaire.

## **16. Propriété des offres**

Le pouvoir adjudicateur conserve la propriété de toutes les offres reçues dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres. En conséquence, les soumissionnaires ne peuvent exiger que leur offre leur soit renvoyée.

## **17. Entreprise commune ou consortium**

17.1. Lorsque le soumissionnaire est une entreprise commune ou un consortium de deux personnes ou plus, l'offre doit être unique en vue de constituer un seul marché, chacune de ces personnes doit la signer et est solidairement responsable de l'offre et de tout marché. Ces personnes désignent celle d'entre elles qui est habilitée à les représenter et à engager l'entreprise commune ou le consortium. La composition de l'entreprise commune ou du consortium ne peut être modifiée sans le consentement préalable écrit du pouvoir adjudicateur.

17.2. L'offre ne peut être signée par le représentant de l'entreprise commune ou du consortium que si celui-ci a été expressément mandaté à cet effet, par écrit, par les membres de l'entreprise commune ou du consortium et si l'acte notarié ou si l'acte sous seing privé conférant ce mandat est présenté au pouvoir adjudicateur en accord avec le point 11 des présentes instructions aux soumissionnaires. Toutes les signatures apposées au bas du mandat doivent être certifiées conformes selon les lois et règlements nationaux de chacune des parties composant l'entreprise commune ou le consortium, de même que la procuration écrite établissant que les signataires de l'offre sont habilités à prendre des engagements au nom des autres membres de l'entreprise commune ou du consortium. Chaque membre de l'entreprise commune ou du consortium doit fournir les preuves requises par l'article 3.5 comme s'il était lui-même soumissionnaire.

## **18. Ouverture des offres**

- 18.1. L'ouverture et le dépouillement des offres ont pour objet de vérifier si les soumissions sont complètes, si les documents ont été dûment incluses et si les soumissions sont, d'une manière générale, en ordre.
- 18.2. Les offres seront ouvertes en séance publique le **27/06/2023 à 15h** dans le site des Plantations du Haut Penja en présence des membres du CCE (salle de réunion du garage), Nyombe Cameroun, par le comité désigné à cet effet. Un procès-verbal sera rédigé par le comité et sera disponible sur demande.
- 18.3. Lors de l'ouverture des offres, les noms des soumissionnaires, le montant des offres, les éventuels rabais accordés, les avis écrits de modification et de retrait, la présence de la garantie de soumission requise (si exigée) et toute autre information que le pouvoir adjudicateur estime appropriée peuvent être annoncés.
- 18.4. Après l'ouverture publique des offres, aucune information relative au dépouillement, à la clarification, à l'évaluation et à la comparaison des offres, ainsi qu'aux recommandations concernant l'attribution du marché, n'est divulguée jusqu'à ce que le marché ait été attribué.
- 18.5. Toute tentative d'un soumissionnaire visant à influencer le comité d'évaluation dans la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres ou visant à obtenir des informations sur le déroulement de la procédure ou à influencer le pouvoir adjudicateur dans sa décision relative à l'attribution du marché entraîne le rejet immédiat de son offre.
- 18.6. Toutes les offres reçues après la date limite de soumission des offres indiquées dans l'avis de marché ou les présentes instructions seront conservées par le pouvoir adjudicateur. Le cas échéant, les garanties liées seront retournées aux soumissionnaires. Aucune responsabilité ne peut être acceptée pour la délivrance tardive des offres. Les offres tardives seront rejetées et ne seront pas évaluées.

## **19. Évaluation des offres**

- 19.1. Examen de la conformité administrative des offres

Cette phase a pour objet de vérifier si l'offre est conforme, quant au fond, aux prescriptions du dossier d'appel d'offres. Une offre est conforme lorsqu'elle respecte toutes les conditions modalités et spécifications contenues dans le dossier d'appel d'offres, sans déviation ni restriction importante.

Les déviations ou restrictions importantes sont celles qui affectent le champ, la qualité ou l'exécution du marché ou qui, d'une manière substantielle, s'écartent du dossier d'appel d'offres ou limitent les droits du pouvoir adjudicateur ou les obligations du soumissionnaire au titre du marché et portent atteinte à la situation, au regard de la concurrence, des soumissionnaires ayant présenté des offres conformes. Cette classification des offres administrativement non conformes devra être dûment justifiée dans le procès-verbal d'évaluation.

Lorsqu'une soumission n'est pas conforme au dossier d'appel d'offres, elle est immédiatement rejetée et ne peut, par la suite, être rendue conforme par des corrections ou par la suppression des déviations ou restrictions.

- 19.2. Évaluation technique



À l'issue de l'analyse des offres jugées administrativement conformes, le comité d'évaluation arrêtera un jugement sur la conformité technique de chaque offre et classera les offres en deux catégories: conformes et non conformes techniquement.

Les qualifications minimales requises doivent être évaluée dès cette étape (voir critère de sélection sur l'avis de marché, point 16).

Dans le cas de marchés comportant des services après-vente et/ou de formation, la qualité technique de ces services doit également être évaluée en utilisant un critère oui/non préalablement spécifié dans le dossier d'appel d'offres.

19.3. Dans un souci de transparence et de traitement égale ainsi que pour faciliter le dépouillement et l'évaluation des offres, le comité d'évaluation peut demander à chaque soumissionnaire des explications sur son offre, y compris sur la décomposition des prix unitaires, dans un délai raisonnable à fixer par le comité d'évaluation. La demande d'explication et la réponse sont faites par écrit, mais aucun changement au montant ou à la substance de la soumission ne sera sollicité, proposé ou autorisé, sauf si un changement est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes pendant l'évaluation des soumissions en application de l'article 19.34. Une telle demande d'explication ne doit pas fausser la concurrence. Cette classification des offres non conformes devra être dûment justifiée dans le procès-verbal d'évaluation.

#### 19.4. Évaluation financière

a) Les soumissions jugées techniquement conformes sont soumises à une vérification visant à déceler d'éventuelles erreurs arithmétiques dans les calculs et les totaux. Les erreurs sont corrigées par le comité d'évaluation de la manière suivante:

- lorsqu'il y a une divergence entre le montant indiqué en chiffres et celui indiqué en toutes lettres, le montant en toutes lettres prévaut;
- sauf pour les marchés à forfait, lorsqu'il y a une divergence entre un prix unitaire et le montant total obtenu en multipliant ce prix unitaire par la quantité, le prix unitaire indiqué prévaut.

b) Les montants ainsi corrigés sont opposables au soumissionnaire. Si ce dernier ne les accepte pas, son offre est rejetée.

#### 19.5. Variantes

Les solutions variantes sont autorisées mais ne seront prises en compte que si leur prix est inférieur ou égal au prix de l'offre originale retenue.

Les soumissionnaires doivent fournir une offre conforme aux exigences du dossier d'appel d'offres. Si l'invitation à soumissionner prévoit la possibilité de proposer des variantes, les spécifications techniques et la grille d'évaluation doivent préciser l'objet, les limites et les conditions de base applicables. Si le soumissionnaire le souhaite, il peut proposer une ou plusieurs variantes techniques. Seules celles émanant du soumissionnaire retenu seront prises en compte par le pouvoir adjudicateur.

Les solutions variantes doivent comporter tous les détails nécessaires pour leur évaluation complète, comprenant les plans, calculs de conception, spécifications techniques, bordereau de prix et méthodes proposées. Toute variante doit comporter :

a) une offre individuelle portant sur la solution variante;

- b) une démonstration des bénéfices de la variante sur la solution de base, avec une justification quantifiée des avantages économiques et/ou techniques;
- c) les plans et les spécifications de la solution de base qui ne sont pas modifiés par la variante;
- d) ceux modifiés par la variante;
- e) une note technique relative à la conception de la variante et, si nécessaire, les plans et les calculs;

Les tarifs et prix mentionnés dans le budget ventilé doivent correspondre aux conditions précisées dans les documents de l'appel d'offres. Le soumissionnaire doit clairement indiquer dans sa variante les additions ou soustractions à effectuer pour chaque tarif et prix, pour autant que la variante et ses spécificités soient acceptées par le pouvoir adjudicateur. Pour les contrats forfaitaires, il doit remettre une décomposition globale et forfaitaire telle que modifiée par la variante. Pour les contrats basés sur des prix unitaires, il doit remettre un budget ventilé tel que modifié par la variante.

Toute proposition de variante doit être soumise dans une enveloppe intérieure séparée, clairement marquée "variante" et doit contenir une offre technique et une offre financière.

#### 19.6. Critères d'attribution

- **Meilleurs prix**
- **Meilleurs délais de livraison**
- **Meilleure conception technique.**

### 20. Signature du contrat et garantie de bonne exécution

- 20.1. L'attributaire est informé par écrit que son offre a été retenue (notification de l'attribution du marché). Avant la signature du contrat entre le pouvoir adjudicateur et l'attributaire, ce dernier doit fournir les **preuves documentaires** ou les déclarations requises par la législation du pays où la société (ou chaque société en cas de consortium) est établie, montrant qu'il est conforme à la législation et à la réglementation de son pays. Ces preuves, déclarations ou documents doivent porter une date qui ne peut dépasser un an par rapport à la date de soumission de l'offre. En outre, l'attributaire doit présenter une déclaration attestant que, depuis la date d'établissement de ces preuves, sa situation n'a pas changé.
- 20.2. L'attributaire doit également produire les preuves de sa situation financière et économique et de sa capacité technique et professionnelle en accord avec les critères de sélection tels que spécifiés à l'avis de marché, point 16.
- 20.3. Si l'attributaire ne fournit pas ces documents de preuve ou déclarations ou preuves de sa situation financière et économique et de sa capacité technique et professionnelle dans un délai de 15 jours de calendrier à compter de la notification de l'attribution du marché ou s'il s'avère qu'il a fourni de fausses informations, l'attribution du marché est considérée comme nulle et non avenue. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur peut attribuer le marché au second moins disant parmi les soumissionnaires ou annuler la procédure d'appel d'offres.
- 20.4. **Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier les quantités prévues dans l'offre de plus ou moins 100 % au moment de la passation du marché et au cours de la validité du marché.** L'augmentation ou la réduction de la valeur totale des fournitures résultant de cette modification ne peut excéder 25% du montant de l'offre financière. Les prix unitaires de l'offre sont applicables.
- 20.5. Dans un délai de 30 jours après la réception du contrat signé par le pouvoir adjudicateur, l'attributaire doit signer et renvoyer le contrat avec la garantie de bonne exécution (si

applicable) au pouvoir adjudicateur. Dès signature, l'attributaire devient le contractant du contrat et le contrat entre en vigueur.

20.6. S'il ne parvient pas à signer et à renvoyer le contrat avec les garanties financières demandées dans un délai de 30 jours après réception de la notification, le pouvoir adjudicateur peut considérer l'acceptation de l'offre comme nulle et non avenue, sans préjudice de la saisie de la garantie de soumission, des droits à compensation ou des recours dont il dispose du fait de cette incapacité et sans possibilité de contestation de la part du soumissionnaire retenu à son encontre.

20.7. Aucune **garantie de bonne exécution** n'est requise.

## **21. Garantie de soumission**

21.1. Aucune garantie de soumission n'est requise.

## **22. Clauses déontologiques**

22.1. Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à conclure des ententes illicites avec ses concurrents ou à influencer le comité ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre et peut l'exposer à des sanctions administratives.

22.2. Sauf autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur, le contractant et son personnel ou toute autre société à laquelle le contractant est associé ou lié, n'ont pas qualité, même à titre accessoire ou de sous-traitance, pour exécuter d'autres services, réaliser des travaux ou livrer des fournitures pour le projet. Cette interdiction est également applicable, le cas échéant, aux autres projets pour lesquels le contractant, en raison de la nature du marché, pourrait se retrouver dans une situation de conflit d'intérêts.

22.3. Lors de la remise de sa candidature ou de son offre, le candidat ou le soumissionnaire est tenu de déclarer qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts et qu'il n'a aucun lien spécifique équivalent à ce sujet avec d'autres soumissionnaires ou d'autres parties au projet. Si, durant la mise en œuvre du marché, une telle situation se produisait, le contractant aurait l'obligation d'en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur.

22.4. Le contractant doit agir en toute occasion avec impartialité et comme un conseiller loyal, conformément au code de déontologie de sa profession. Il s'abstient de faire des déclarations publiques concernant le projet ou les services sans l'approbation préalable du pouvoir adjudicateur. Il n'engage le pouvoir adjudicateur d'aucune manière sans son consentement préalable et écrit.

22.5. Pendant la durée du marché, le contractant et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas enfreindre les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire. En particulier et conformément à l'acte de base concerné, le contractant doit respecter les normes fondamentales reconnues au niveau international en matière de travail, notamment les normes fondamentales de l'OIT en la matière, les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de travail et sur l'abolition du travail des enfants.

22.6. La rémunération du contractant au titre du marché constitue sa seule rémunération dans le cadre du marché. Le contractant et son personnel doivent s'abstenir d'exercer toute activité ou de recevoir tout avantage qui soit en conflit avec leurs obligations envers le pouvoir adjudicateur.

- 22.7. Le contractant et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement. Tous les rapports et documents reçus ou établis par le contractant dans le cadre de l'exécution du marché sont confidentiels.
- 22.8. L'utilisation par les parties contractantes de tout rapport ou document établi, reçu ou remis au cours de la mise en œuvre du contrat est réglée par le contrat.
- 22.9. Le contractant s'abstient de toute relation susceptible de compromettre son indépendance ou celle de son personnel. Si le contractant perd son indépendance, le pouvoir adjudicateur peut, pour tout préjudice qu'il aurait subi de ce fait, résilier le marché sans mise en demeure préalable et sans que le contractant ne puisse prétendre à une quelconque indemnité de rupture.
- 22.10. Toute offre sera rejetée ou tout contrat annulé dès lors qu'il sera avéré que l'attribution du contrat ou sa mise en œuvre aura donné lieu au versement de frais commerciaux extraordinaires. Les frais commerciaux extraordinaires concernent toute commission non mentionnée au marché principal ou qui ne résulte pas d'un contrat en bonne et due forme faisant référence à ce marché, toute commission qui ne rétribue aucun service légitime effectif, toute commission versée à un paradis fiscal, toute commission versée à un destinataire non clairement identifié ou à une société qui a toutes les apparences d'une société écran.
- 22.11. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre ou d'annuler la procédure lorsqu'il s'avère que la procédure d'attribution du marché a été entachée d'erreurs substantielles, d'irrégularités ou de fraude. Lorsque de telles erreurs substantielles, irrégularités ou fraude sont découvertes après l'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur peut s'abstenir de conclure le contrat.

### **23. Annulation de la procédure d'appel d'offres**

En cas d'annulation d'un appel d'offres, les soumissionnaires doivent être avertis de l'annulation par le pouvoir adjudicateur. Lorsque l'appel d'offres est annulé avant la séance d'ouverture des offres, les enveloppes non ouvertes et scellées sont retournées aux soumissionnaires.

L'annulation peut intervenir dans les cas suivants:

- lorsque l'appel d'offres est infructueux, c'est-à-dire lorsque aucune offre méritant d'être retenue sur le plan qualitatif et/ou financier n'a été reçue ou lorsqu'il n'y a pas eu de réponse;
- lorsque les éléments techniques ou économiques du projet ont été fondamentalement modifiés;
- lorsque des circonstances exceptionnelles ou de force majeure rendent impossible la mise en œuvre normale du projet;
- lorsque toutes les offres conformes sur le plan technique excèdent les ressources financières disponibles;
- lorsqu'il y a eu des irrégularités dans la procédure, ayant notamment empêché une concurrence loyale.
- lorsque l'adjudication du marché ne respecte pas la bonne gestion financière, à savoir les principes d'économie, d'efficacité et d'efficacités (par exemple le prix proposé par le soumissionnaire à qui le contrat doit être octroyé est objectivement disproportionné par rapport au prix du marché).

Le pouvoir adjudicateur ne sera en aucun cas tenu de verser des dommages-intérêts, incluant sans restriction des dommages-intérêts pour manque à gagner, liés à l'annulation d'un appel d'offres, quand bien même le pouvoir adjudicateur aurait été informé de la possibilité de dommages-intérêts. La publication d'un avis d'appel d'offres n'engage nullement le pouvoir adjudicateur à mettre en œuvre le programme ou le projet annoncé.

**B. PROJET DE CONTRAT ET CONDITIONS PARTICULIERES  
INCLUANT LES ANNEXES**

**PROJET DE CONTRAT**

**CONTRAT DE FOURNITURES  
POUR LE COMITE COMMERCE EQUITABLE DES TRAVAILLEURS DES  
PLANTATIONS DU HAUT PENJA (CCE-PHP)**

N° < numéro de contrat >

**FINANCÉ PAR CCE PHP**

**COMITE COMMERCE EQUITABLE DES TRAVAILLEURS DES PLANTATIONS DU  
HAUT PENJA ( CCE-PHP)**

**INTITULÉ DU MARCHÉ : ACQUISITION DE CAMION MULTIBENNE ET  
BENNES**

Entre

**Le comité commerce équitable des travailleurs des Plantations du Haut Penja (CCE-PHP),**

BP 5 Nyombe (Cameroun)

("le pouvoir adjudicateur ")

d'une part,

Et

<Dénomination officielle complète du contractant>

[<Forme juridique/titre>]

[<N° d'enregistrement légal>]

<Adresse officielle complète>

[<N° de TVA>],

(« Le contractant »),

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

**Article 1 Objet**

**1.1** L'objet du marché est la fourniture des fournitures suivantes:

**Un camion multi-benne 19 T et de huit bennes de 9 m<sup>3</sup>.**

Le lieu de livraison est Plantations du Haut Penja-PHP BP 5 Nyombe, les délais de livraison sont 8 semaines et les Incoterms applicables sont CFR (Incoterms 2010).

**1.2** Le contractant doit se conformer strictement aux stipulations des conditions particulières et à l'annexe technique.

## Article 2 Origine

### 2.1

Un **certificat d'origine** des biens devra être produit par le contractant, au plus tard en même temps que sa demande de réception provisoire des fournitures. Le non-respect de cette condition peut conduire à la résiliation du marché.

## Article 3 Prix

**3.1** Le prix des biens est celui figurant dans le modèle d'offre financière (annexe IV). Le montant total maximum du marché est de [...] **euros**.

**3.2** Les paiements seront effectués conformément aux dispositions des conditions générales et/ou des conditions particulières.

## Article 4 Ordre hiérarchique des documents contractuels

4.1 Les documents suivants seront considérés, lus et interprétés comme faisant partie intégrante du présent marché dans l'ordre hiérarchique suivant:

- le présent contrat,
- les conditions particulières,
- les conditions générales (annexe I), que **le contractant confirme avoir lues et acceptées**.
- les spécifications techniques (annexe II), [incluant les clarifications demandées avant la date limite de soumission des offres et les minutes des réunions d'information ou de la visite du site],
- l'offre technique (annexe III), incluant les spécifications techniques et les clarifications éventuelles faites par le soumissionnaire pendant la procédure d'évaluation des offres,
- la décomposition du budget (annexe IV),
- les formulaires spécifiques ou documents relevant (annexe V).

Les différents documents constituant le marché doivent être considérés comme mutuellement explicites; en cas d'ambiguïtés ou de divergences, ces documents seront appliqués selon l'ordre hiérarchique ci-dessus. Les avenants suivent l'ordre hiérarchique du document qu'ils modifient.

**En foi de quoi** les parties ont signé le présent contrat, qui devient effectif à compter du jour où la dernière partie, à savoir le contractant, l'a signé.

Fait en français en deux exemplaires originaux, un original remis au pouvoir adjudicateur, et un original remis au contractant.

### **Pour le contractant**

Nom:

Titre:

Signature:

Date:

### **Pour le pouvoir adjudicateur**

Nom:

Titre:

Signature:

Date:

## **1. CONDITIONS PARTICULIÈRES**

Les présentes conditions particulières précisent et complètent, au besoin, les dispositions des conditions générales applicables au marché. Sauf si les conditions particulières en disposent autrement, les dispositions des conditions générales susmentionnées demeurent pleinement applicables. La numérotation des articles des conditions particulières n'est pas consécutive et suit la numérotation des articles des conditions générales.

### **Article 1 Langue du marché**

2.1 La langue utilisée est le français.

### **Article 2 Communications**

4.1 Toute communication écrite relative au présent contrat, entre le pouvoir adjudicateur et/ou le gestionnaire du projet, d'une part, et le titulaire d'autre part, doit indiquer l'intitulé du contrat et son numéro d'identification et doit être adressée par courriel postal, courrier électronique ou par porteur au pouvoir adjudicateur, le CCE-PHP, à l'adresse suivante :

**Plantations du Haut Penja – PHP**  
**Service CCE**  
BP 5 Nyombe  
Cameroun  
[n.njikam@phpcam.net](mailto:n.njikam@phpcam.net)

### **Article 3 Origine**

3.1. Le contractant devra impérativement produire un certificat d'origine attestant de l'origine des biens produits au titre du contrat. Aux fins de la présente disposition, l'origine" signifie l'endroit où les biens sont produits ou manufacturés. L'origine des biens doit être déterminée en accord avec les codes des douanes ou la convention internationale applicable en l'espèce.

Les biens provenant de l'Union européenne incluent ceux issus des pays et territoires d'Outre-mer.

### **Article 4 Garantie de bonne exécution**

Aucune garantie de bonne exécution n'est due

### **Article 5 Responsabilité et assurances**

5.1. Le contractant souscrira, à ses frais, une assurance « transport » pour les équipements.

Ce type d'assurance variera en fonction de la nature du transport (terrestre, aérien ou maritime) et de la nature des risques que l'on veut couvrir : chargement, entreposage intermédiaire, déchargement, y compris l'arrimage et la protection, vol, avarie, perte, mouille, etc.

### **Article 6 Régime fiscal et douanier**

6.1. Par dérogation aux Conditions Générales, les marchandises sont assujetties au régime CRF (CFR Cost and: Freight) – Incoterms 2010, Chambre internationale de commerce.

6.2. Toutes les formalités légales nécessaires dans le pays exportateur sont accomplies par le contractant à ses propres frais et risques pour dédouaner les marchandises à l'exportation.

Après l'arrivée des marchandises dans le pays de destination, le dédouanement dans le pays d'importation doit être effectué par le pouvoir adjudicateur à ses propres frais et risques, y compris tous droits de douane, taxes et frais.

L'obtention éventuelle d'une exonération de droits de douane, de droits d'entrée, de taxes ou droits fiscaux auprès des autorités compétentes est à charge du pouvoir adjudicateur.

A cette fin, le contractant remettra, dans les plus brefs délais et au plus tard au moment de l'expédition, les documents suivants :

- **Contrat signé ;**
- **Facture globale ;**
- **Bill of Lading :** Dans la mesure du possible, un draft ou booking délivré avant expédition des marchandises et portant le même numéro que le Bill of Lading définitif ;

A défaut, le Bill of Lading délivré lors de l'expédition des marchandises.

Toute conséquence d'un retard dans l'obtention de l'exonération, alors que les documents ci-dessus ont été remis à temps par le contractant, devra être assumée par le pouvoir adjudicateur. Celui-ci paiera, si nécessaire, les droits de douane afin d'éviter les frais de retard ou de surestaries. A défaut, ces frais seront à sa charge.

## **Article 7 Principes généraux paiements**

7.1. Les paiements sont effectués en EURO ou en monnaie locale.

Les paiements sont autorisés et effectués par les Plantations du Haut Penja – PHP, BP 5 Nyombe, Cameroun.

7.2. Les modalités de paiement du prix sont les suivantes :

### **100% à la livraison**

En vue d'obtenir le paiement, le contractant doit introduire auprès du pouvoir adjudicateur : une facture en 3 exemplaires, après réception des fournitures. Le paiement est effectué dans un délai de 60 jours à compter de la date d'enregistrement de la facture.

## **Article 8 Règlement des différends**

8.1. Tout litige entre les parties résultant du contrat ou ayant un lien avec le contrat, qui ne peut pas être réglé autrement:

- (a) en cas de marché national, sera réglé conformément à la législation nationale de l'État du pouvoir adjudicateur, et
- (b) en cas de marché transnational, sera réglé soit:
  - (i) si les parties au marché l'acceptent, conformément à la législation nationale de l'État du pouvoir adjudicateur ou à ses pratiques établies au plan international; ou
  - (ii) par arbitrage

\* \* \*



## **ANNEXE II : SPECIFICATIONS TECHNIQUES**

### **Lot 1 : Acquisition d'un camion Multi benne 19 t**

#### **Objet**

Le camion multi benne est destiné au transport des bennes de chargées disposées dans les Différentes stations d'emballage.

#### **Caractéristiques techniques du camion**

- Carrosserie : multi benne
- Etat : Occasion
- Origine : Europe
- Année première immatriculation : à partir de 2015
- Kilométrage : max 250 000 km
- Longueur : 6.6 m
- Largeur : 2.5 m
- Empattement 3 m
- Puissance du moteur 320 CV
- Type de traction : 4x2
- Conduite : Volant à gauche
- Energie : Gasoil
- Norme Euro : Euro 3
- Type de transmission : Manuelle
- Direction Assisté : Oui
- Type de suspension : mécanique
- Etat des pneus : Neufs
- Dimension des pneus : 11R22.5
- Charge utile 9.4 t
- Poids à vide 8.6 t
- Poids Total en Charge 19 t

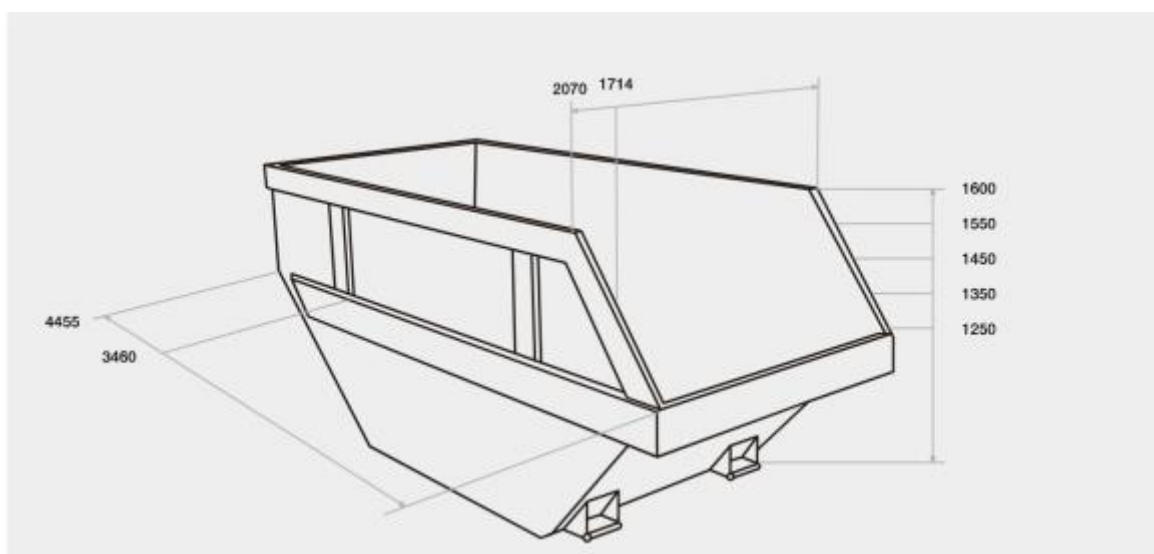
#### **Bras**

- Marque : Marrel
- Type : Télescopique avec entretoise
- Espacement entre les bras : 2100 mm
- Béquille : oui à commande indépendante
- Sécurité intégrée anti fausse manœuvres : oui
- Chaines arrière pour bennage amélioré : Oui

## Lot 2 : Acquisition de huit (08) bennes 9 mètres cubes

### Caractéristiques techniques de la benne

- Capacité 9.5 mètres cube
- Longueur : 4455 mm
- Largeur : 2070 mm
- Hauteur : 1350 mm
- Epaisseur de tôle 40/10<sup>ème</sup>
- Matériaux : acier
- Renfort : profilé UPN100 mm
- Protection du fond : renforcé aux cornières
- Outil de levage : tourillon
- Finition : peinture vert RAL 6011



## **ANNEXE III : OFFRE TECHNIQUE DU SOUMISSIONNAIRE**

Les soumissionnaires doivent compléter le modèle suivant:

- *Colonne 2, complétée par le pouvoir adjudicateur, précise les spécifications demandées (à ne pas modifier par le soumissionnaire),*
- *Colonne 3 doit être remplie par le soumissionnaire et doit détailler l'offre (l'utilisation des mots "conforme" et "oui" sont à cet égard insuffisants)*
- *Colonne 4 permet au soumissionnaire de faire des commentaires sur son offre de fournitures et de faire éventuellement des références documentaires*

La documentation éventuellement fournie doit clairement indiquer (souligné, remarques) les modèles offerts et les options incluses, s'il y a lieu, afin que les évaluateurs puissent voir l'exacte configuration. Les offres ne permettant pas d'identifier précisément les modèles et les spécifications pourront se voir rejetées par le comité d'évaluation.

L'offre doit être suffisamment claire pour permettre aux évaluateurs d'effectuer aisément une comparaison entre les spécifications demandées et les spécifications proposées.

<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
<b>Article numéro</b>	<b>Spécifications requises  Cf. Spécifications techniques</b>	<b>Spécifications proposées</b>	<b>Notes, remarques,  Réf. de la documentation</b>	<b>Notes du comité d'évaluation</b>
<b>LOT 1 : ...</b>				
	Reprendre les principales spécifications techniques demandées			

<b>LOT 2 : ...</b>				
	Reprendre les principales spécifications techniques demandées			



**ANNEXE IV : OFFRE FINANCIERE**

Page n° [...de...]

**NOM DU SOUMISSIONNAIRE: [.....]**

<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>	<b>E</b>
<b>ARTICLE</b>	<b>QUANTITE</b>	<b>DESCRIPTION DE L'ARTICLE</b>	<b>COUTS UNITAIRES LIVRAISON COMPRISE CFR PORT VENDRES EN EUROS</b>	<b>TOTAL EN EUROS</b>
<b>LOT 1 : ...</b>				
<b>LOT 2 : ...</b>				
<b>LOT 3 : ....</b>				
<b>LOT 3 : ...</b>				

**C. AUTRES INFORMATIONS**

**GRILLE DE CONFORMITE ADMINISTRATIVE (POUR INFORMATION)**

<b>Intitulé du marché:</b>	Acquisition de .....
----------------------------	----------------------

Numéro d'enveloppe de l'offre	Nom du soumissionnaire	La nationalité du soumissionnaire <sup>3</sup> (consortium) est-elle éligible? (Oui/Non)	La documentation est-elle complète? (Oui/Non)	La langue est-elle conforme? (Oui/Non)	Formulaire de remise de l'offre dûment complété? (Oui/Non)	La déclaration du soumissionnaire a-t-elle été signée (par l'ensemble des membres du consortium, en cas de consortium)? (Oui/Non/Sans objet)	Autres prescriptions administratives du dossier d'appel d'offres? (Oui/Non/Sans objet)	Décision globale? (Acceptation / Rejet)
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								

<b>Nom du Président</b>	
<b>Signature du Président</b>	
<b>Date</b>	

<sup>3</sup> Si l'offre a été présentée par un consortium, les nationalités de **tous** les membres du consortium doivent être éligibles

## GRILLE D'ÉVALUATION (POUR INFORMATION)

<b>Intitulé du marché:</b>	Acquisition de ...
----------------------------	--------------------

Numéro de l'enveloppe de l'offre	Nom du soumissionnaire	Les règles d'origine ont-elles été respectées?  (Oui/Non)	Capacité économique et financière? (OK/a/b/...)	Capacité professionnelle? (OK/a/b/...)	Capacité technique? (OK/a/b/...)	Conformité aux spécifications techniques? <sup>4</sup> (OK/a/b/...)	Les services auxiliaires sont-ils conformes? (OK/a/b/.../sans objet)	Déclaration de sous-traitance en accord avec l'art 6 des conditions générales?  (Oui/Non)	Autres prescriptions techniques stipulées dans le dossier d'appel d'offres?  (Oui/Non/Sans objet)	Conforme techniquement? (Oui/Non)	Justifications/Remarques
1											
2											
3											
4											
5											
6											

<b>Nom de l'évaluateur et signature</b>	
<b>Nom de l'évaluateur et signature</b>	
<b>Nom de l'évaluateur et signature</b>	
<b>Date</b>	

<sup>4</sup> Les critères de sélection, dans la section précédente de ce tableau, doivent être accomplis avant de commencer l'évaluation des critères techniques

## D. FORMULAIRE DE SOUMISSION POUR UN MARCHÉ DE FOURNITURES

**Intitulé du marché : ACQUISITION D'UN CAMION MULTI BENNE 19T ET DE BENNES DE 9M<sup>3</sup>**

< Lieu et date >

**A: COMITE COMMERCE EQUITABLE DES TRAVAILLEURS DES PLANTATIONS DU HAUT PENJA » - CCE-PHP – PHP, BP 5 Nyombe (Cameroun)**

Un formulaire de soumission signé doit être fourni (pour chaque lot, dans le cas où l'appel d'offres serait divisé en plusieurs lots), accompagné par des copies, dont le nombre est spécifié dans les Instructions aux soumissionnaires. Le formulaire de soumission comportera une déclaration signée par chaque entité juridique à l'origine de ladite offre, sur la base du modèle annexé au présent formulaire. Tout document supplémentaire (brochure, lettre, etc.) joint à la soumission ne sera pas pris en considération. Les offres soumises par un consortium (soit un groupement permanent doté d'un statut juridique, soit un groupement informel créé aux fins d'un appel d'offres spécifique) doivent respecter les instructions applicables au chef de file du consortium et à ses partenaires. Les documents joints au formulaire de soumission de l'offre (ex: déclarations, preuves etc.) peuvent être soumis en version originale ou en copie. Si des copies ont été soumises, les originaux devront être envoyés au pouvoir adjudicateur à la demande de celui-ci. Pour des motifs économiques et écologiques, nous vous invitons à soumettre vos dossiers sur support papier (pas de chemise ou intercalaire en plastique). Nous vous suggérons également d'imprimer, autant que possible, vos dossiers recto verso.

Un opérateur économique peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre lui-même et ces entités. Il doit dans ce cas prouver au pouvoir adjudicateur qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple par la production de l'engagement de ces entités de les mettre à sa disposition. Ces entités, par exemple la société mère de l'opérateur économique, devront respecter les mêmes règles d'éligibilité et notamment de nationalité, que l'opérateur économique en question.

### 1 OFFRE SOUMISE

Nom(s) du soumissionnaire	Nationalité

### 2 INTERLOCUTEUR (pour la présente offre)

Nom	
Adresse	
Téléphone	
Télécopieur	
Courrier électronique	



### 3 CAPACITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Merci de bien vouloir compléter le tableau « Données financières » suivant à partir de vos comptes annuels et de vos projections les plus récentes. Si vos comptes annuels ne sont pas encore disponibles pour l'exercice en cours ou pour le dernier exercice, indiquez vos estimations les plus récentes en italique. Pour l'ensemble des colonnes, les chiffres doivent être établis sur la même base, de manière à permettre une comparaison directe d'une année sur l'autre - si la base d'établissement des chiffres a changé pour une année, cela doit faire l'objet d'une note explicative au bas du tableau. Toute clarification ou explication qui serait jugée nécessaire peut également être fournie.

Données financières (euros)	2 ans avant l'exercice en cours	Avant-dernier exercice	Dernier exercice	Moyenne	Exercice en cours
Chiffre d'affaires annuel, à l'exclusion du présent marché					
Actifs court terme					
Passifs court terme					

### 4 EFFECTIFS

Prière d'indiquer les renseignements suivants pour les deux exercices précédents et pour l'exercice en cours.

Effectif moyen	Avant-dernier exercice		Dernier exercice		Exercice en cours	
	Total général	Total pour les domaines en rapport avec le marché	Total général	Total pour les domaines en rapport avec le marché	Total général	Total pour les domaines en rapport avec le marché
Personnel permanent <sup>12</sup>						
Autre personnel <sup>13</sup>						
Total						
Personnel permanent en pourcentage de l'effectif total	%	%	%	%	%	%

## 5 DOMAINES DE SPÉCIALISATION

Veillez utiliser le tableau ci-dessous pour indiquer les **domaines de spécialisation pertinents en rapport avec le présent marché** de chaque entité juridique soumettant la présente offre, en inscrivant le cas échéant ces domaines en tête de chaque ligne et le nom de l'entité juridique en tête de chaque colonne. Cochez alors la/les case(s) correspondant au(x) domaine(s) de spécialisation dans le(s)quel(s) chaque entité juridique possède une expérience significative. **[10 domaines au maximum]**

	Soumissionnaire
Spécialisation pertinente n°1	
Spécialisation pertinente n°2	
Etc. <sup>14</sup>	

## 6 EXPÉRIENCE

Veillez résumer les **principaux projets pertinents en rapport avec le marché** qui ont été menés à bien au cours des **3 dernières années**<sup>15</sup> par l'entité ou les entités juridique(s) soumettant ladite offre. Le nombre de références fournies ne doit pas excéder **15** pour l'ensemble de l'offre

Date	Intitulé du projet	Pays	Client	Montant total

## 7 DÉCLARATION(S) DU SOUMISSIONNAIRE

Chaque entité juridique identifiée au point 1 de ce formulaire, y compris chaque membre du groupement de soumissionnaires en cas de consortium, doit soumettre une déclaration signée utilisant le format ci-dessous. La déclaration peut être fournie en version originale ou en copie. Si la déclaration est fournie en copie, l'original devra être envoyé au pouvoir adjudicateur à la demande de celui-ci.

En réponse à votre lettre d'invitation à soumissionner pour le marché précité, nous déclarons par la présente que:

Nous, soussignés, déclarons que:

- 1 Nous avons examiné et nous acceptons dans sa totalité le contenu du dossier d'appel d'offres **Acquisition d'un camion multi bennes 19T et de huit bennes** du 23 Juin 2023 Nous acceptons sans réserve ni restriction et intégralement ses dispositions.
- 2 Nous proposons d'exécuter, conformément aux termes du dossier et selon les conditions et délais indiqués, sans réserve ni restriction les livraisons suivantes:  
Lot No 1 : *[description des fournitures avec indication des quantités et de l'origine des produits]*  
Lot No 2: *[description des fournitures avec indication des quantités et de l'origine des produits]*  
Lot No 3 : *[description des fournitures avec indication des quantités et de l'origine des produits]*  
Lot No 4 : *[description des fournitures avec indication des quantités et de l'origine des produits]*
- 3 Le prix de notre offre **à l'exclusion** des pièces de rechanges et des consommables, le cas échéant est de *[à l'exclusion des remises décrites au point 4]* :  
Lot no 1: *[.....]*  
Lot no 2: *[.....]*  
Lot no 3: *[.....]*  
Lot no 4: *[.....]*
- 4 Nous accordons une remise de [%], ou *[.....]* *[dans le cas où les lots n°..., n°... et n°... nous serait attribués].*
- 5 Cette offre est valable pour une période de 90 jours à compter de la date limite de soumission des offres.
- 7 Notre société / compagnie *[et nos sous-traitants]* a / ont la nationalité suivante: *<.....>*
- 8 Nous soumettons cette offre en notre nom **[comme membre du consortium** mené par *< nom du soumissionnaire principal / nous-mêmes >]*\*. Nous confirmons que nous ne soumissionnons pas sous une autre forme pour le même contrat. *[Nous confirmons en tant que partenaire du consortium que tous les partenaires sont juridiquement responsables, conjointement et solidairement, pour l'exécution du contrat, que le titulaire principal est autorisé à lier et à recevoir des instructions au nom et pour le compte de chacun des membres, que l'exécution du contrat, y compris les paiements, relève de la responsabilité du partenaire principal et que tous les partenaires de la Joint Venture/du Consortium sont liés pour toute la durée d'exécution du contrat].*
- 9 Nous ne relevons d'aucune des situations précisées dans l'appel d'offre nous interdisant de participer à l'attribution du contrat. Dans l'éventualité où notre offre serait retenue, nous nous engageons à fournir les preuves usuelles aux termes de la législation du pays dans lequel nous sommes établis, attestant que nous ne nous trouvons dans aucune de ces situations d'exclusion. La date figurant sur la preuve ou sur les documents fournis ne sera pas antérieure de plus d'un an à la date de soumission de l'offre et, de surcroît, nous fournirons une déclaration que notre situation n'a pas changée durant la période qui s'est écoulée depuis l'établissement de la preuve en question.

En cas de demande, nous nous chargerons également de fournir la preuve de la situation économique et financière ainsi que de la capacité technique et professionnelle conformément aux critères de sélection fixés pour cet appel d'offres et mentionnés au point 16 de l'avis de marché.

Nous sommes également conscients du fait que si nous ne fournissons pas la preuve dans un délai de 15 jours calendrier suivant la réception de la notification de l'attribution du marché ou si l'information fournie s'avère fautive, l'attribution pourra être considérée comme nulle et non avenue.

- 10 Nous nous engageons à respecter les clauses déontologiques figurant à l'article 23 des instructions aux soumissionnaires et, en particulier, nous n'avons aucun conflit d'intérêt ni lien spécifique équivalent à ce sujet avec d'autres soumissionnaires ou d'autres participants à la procédure lors de notre soumission.
- 11 Nous informerons immédiatement le pouvoir adjudicateur de tout changement concernant les circonstances susmentionnées à n'importe quel stade de la mise en œuvre des tâches. Nous reconnaissons et nous acceptons aussi que toute information inexacte ou incomplète puisse entraîner notre exclusion de cet appel d'offres.
- 12 Nous prenons note du fait que le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de poursuivre cette invitation à soumissionner et se réserve le droit de n'attribuer qu'une partie du contrat. Il n'encourt aucune responsabilité vis-à-vis de nous en procédant ainsi.
- 13 Nous reconnaissons pleinement et acceptons que nous puissions être exclus des procédures d'appel d'offres et de l'attribution du marché, pour une période maximale de 5 ans suivant la date du constat du manquement et jusqu'au 10 ans en cas de récidive dans les 5 ans suivant la date susmentionnée. De plus, nous acceptons que, au cas où nous faisons des fausses déclarations, commettons des erreurs substantielles, des irrégularités ou une fraude, nous serons frappés de sanctions financières représentant 2% à 10% de la valeur totale estimée du marché qui sera attribué. Ce taux peut être porté entre 4% et 20% en cas de récidive dans les 5 ans du premier manquement.

14

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Nom et prénom: <.....>

Dûment autorisé à signer cette offre au nom:

<.....>

Lieu et date: <.....>

Sceau de la société / de la compagnie:

Cette offre comprend les annexes:

[*Liste numérotée des annexes avec les titres*]

---

<sup>1</sup> Pays dans lequel l'entité juridique est immatriculée

<sup>2</sup> Ajouter ou supprimer autant de lignes que nécessaire pour les membres du consortium. Prière de noter qu'un sous-traitant ne doit pas être considéré comme un membre du consortium aux fins de la présente procédure de passation de marchés. De ce fait les données du sous-traitant ne doivent en aucun cas figurer dans les données de capacité économique et financière et professionnelle. Dans le cas où cette offre serait soumise par une entité juridique individuelle, le nom de cette dernière devrait être indiqué sous la rubrique «**Chef de file**» (et les lignes suivantes seraient à supprimer en conséquence)

- 3 Les personnes physiques doivent prouver leur capacité en conformité avec les critères de sélection et en utilisant les moyens appropriés
- 4 Si la présente offre est soumise par un consortium, les données du tableau ci-dessus doivent correspondre à la somme des données figurant dans les tableaux correspondants des déclarations fournies par les membres du consortium – voir point 7 du présent formulaire de soumission
- 5 Dernier exercice = dernier année comptable de l'entité
- 6 Les montants inscrits dans la colonne «Moyenne» correspondent à la moyenne mathématique des montants inscrits dans les trois colonnes précédentes de la même ligne.
- 7 Valeur brute des avantages économiques (espèces, créances à recouvrer, autres actifs) générés par les activités normales d'exploitation de l'entreprise (telles que les ventes de biens, les ventes de services, les dividendes, etc.) au cours de l'exercice.
- 8 Le bilan présente la valeur de tous les actifs qui peuvent être raisonnablement convertis en espèces dans le délai d'un d'activité normale. Les actifs court terme incluent les avoirs en caisse, les dépôts à vue, les stocks, les garanties négociables, les avances, ainsi que les investissements dans des titres à court terme liquides, immédiatement convertibles en espèces.
- 9 Correspond aux dettes et obligations dues à moins d'un an. Les passifs à court terme figurent au bilan de la société et incluent les dettes à court terme, les obligations, les provisions et autres dettes.
- 10 Si la présente offre est soumise par un consortium, les données du tableau ci-dessus doivent correspondre à la somme des données figurant dans les tableaux correspondants des déclarations fournies par les membres du consortium – voir point 7 du présent formulaire de soumission.
- 11 Correspondant aux spécialisations pertinentes recensées au point 5 ci-dessous
- 12 Personnel employé directement par le soumissionnaire sous statut permanent (contrats à durée indéterminée)
- 13 Autre personnel qui n'est pas directement employé par le soumissionnaire sous statut permanent (contrats à durée déterminée)
- 14 Ajouter ou supprimer autant de lignes et/ou de colonnes que nécessaire. Dans le cas où cette offre serait soumise par une entité juridique individuelle, le nom de cette dernière devrait être indiqué sous la rubrique «**Chef de file**» (et les colonnes suivantes seraient à supprimer en conséquence)
- 15 En cas de contrats-cadre (sans valeur contractuelle), seulement les contrats correspondant aux tâches mises en œuvre dans le cadre d'un tel contrat seront pris en considération
- 16 Montant effectivement payés, sans tenir compte de l'effet de l'inflation